

LES TRUSTS PETROLIERS S'INTERESSENT AUSSI AU MOZAMBIQUE

PAR
AQUINO DE BRAGANÇA

Les grandes compagnies pétrolières commencent à prospecter les richesses du Mozambique. Mais leur exploitation suppose la « mise à la raison » des combattants du mouvement de libération. M. Charles Moore, haut fonctionnaire américain, s'est rendu sur place pour examiner ce délicat problème.

■ M. Charles Moore, haut fonctionnaire américain, spécialiste des questions africaines, a fait, en novembre dernier, un voyage discret au Mozambique. Pendant son séjour de deux longues semaines dans cette « province » africaine du Portugal, M. Moore a visité la région de Tete, au nord du pays, où se construit le barrage de Cabora Bassa et certaines autres régions « contaminées » par la rébellion nationaliste. Il s'était auparavant arrêté à Lisbonne, où il avait eu d'importantes conversations avec le professeur Silva Cunha, ministre d'Outre-mer du gouvernement Caetano, et avec d'autres responsables portugais.

M. Moore n'est pas de ceux qui prêchent la « compréhension » à l'égard des tenants de la suprématie blanche en Afrique australe, dont les ténors se révèlent être l'ancien secrétaire d'Etat, Dean Acheson, et de nombreux sénateurs américains. Il ne partage pas non plus le « romantisme » pan-africaniste de son prédécesseur, le gouverneur Mennen Williams, ni l'intransigeance de l'an-

ancien sous-secrétaire d'Etat, Nicolas Katzenbach, qui, à la suite d'une tournée africaine, avait proposé, en 1967, au président Johnson, une politique de fermeté à l'égard de la sainte alliance Forster-Salazar-Smith.

M. Moore est un politicien « réaliste », qui s'intéresse surtout au monde des Affaires. Il est, semble-t-il, partisan d'un *status quo* dans cette partie du continent africain : il n'a donc pas fait de déclarations tapageuses de solidarité avec les régimes minoritaires de l'Afrique « blanche et raciste ». Sa mission avait un but précis : vérifier par lui-même si cette « province » africaine du Portugal offrait de réelles garanties de sécurité...

Le président Nixon s'inquiète en effet de l'inévitable et prochain départ des troupes britanniques, stationnées « à l'est de Suez ». Il se préoccupe aussi des motifs selon lesquels le gouvernement de Nehru ne Gandhi permettrait bientôt l'installation de bases militaires soviétiques dans l'océan Indien.

Rassurer les trusts pétroliers

Une éventuelle intégration du Mozambique dans le réseau de bases dites « défensives » des Etats-Unis (le port zambicain de Nacal pourrait, à lui seul, abriter l'ensemble de la 7^e flotte américaine) permettrait, à la fois, de combler le vide britannique, et de faire face au potentiel « défi soviétique ».

Bien entendu, M. Moore s'intéresse de près à ces questions logistiques. Mais son voyage avait surtout des buts économiques. Il a permis au département d'Etat de rassurer les compagnies pétrolières, très désireuses de s'installer au Mozambique depuis que le gouvernement Caetano y a instauré un « code des investissements » plus libéral. Le Cartel du pétrole a commencé sa pénétration en Afrique « portugaise », sans appel à la main-d'œuvre locale, et de se prémunir contre l'action des mouvements de libération. Après plusieurs années d'activité réduite, les sociétés pétrolières se montrent aujourd'hui d'entrepreneuses au Mozambique. Les enregistrements sismographiques ont, en effet, donné des résultats prometteurs. On s'attend-on à un « boom » sur le pétrole, comparable à celui qui s'est produit à Cabinda (Angola).

Les ressources en gaz naturel, également importantes, pourraient constituer la troisième des grandes sources d'énergie existant au Mozambique, après l'eau et le charbon. Trois gisements de gaz ont déjà été détectés par la Gulf Oil. Les réserves d'un de ces gisements — celui de Pande —, au sud du fleuve Save, sont actuellement estimées à trois milliards de mètres cubes et, selon des informations autorisées, d'autres réserves se trouvent sous la couche déjà repérée.

Les concessions aux Américains

Depuis 1948, et jusqu'à un passé proche, un seul des « grands » américains — la puissante « Gulf Oil Company » — était présent au Mozambique. Cette compagnie opérait, sans succès, sur une concession de 52 000 km², détenue conjointement avec la Pan American, le long de la côte et en mer, à l'embouchure du fleuve Save (sud-est du pays). Elle a récemment relancé ses activités, le gouvernement de Lisbonne lui ayant débloqué, en 1967, une nouvelle aire de 47 000 m². Elle espère bientôt forer un puits dans l'océan Indien, au large de Machanga.

En 1968, le gouvernement portugais a accordé à un autre groupe américain de sociétés « indépendantes » des concessions importantes. Elles envisagent de contester aux « grands » leur monopole au Mozambique. « Clark Oil » opère pour le compte de ce groupe, qui comprend aussi « Sunray » et « Skelly », sur un territoire de 60 000 km².

Une année plus tard — plus précisément en janvier 1969 — un nouveau groupe américain, la « Hunt International », filiale du groupe texan du même nom, obtint une concession de 20 000 km² pour la prospection du plateau continental situé entre les villes de Beira et de Quelimane, au centre du pays. La « Hunt » a engagé des travaux préliminaires d'une valeur de 12 millions de francs. Elle versera au gouvernement portugais une « surprime » de 2,5 millions.

La pénétration du capital international dans les colonies portugaises d'Afrique ne se limite pas aux trusts pétroliers américains. Les « Euro-Sud-Africains » prennent aussi leur part, depuis 1967.

Un consortium franco-sud-africain a

obtenu des droits exclusifs de recherche et d'exploitation de gisements de pétrole sur une superficie de 37 000 km² (au sud du pays) dont un tiers en mer et deux tiers sur terre.

Ce consortium groupe la célèbre « Anglo-American » du banquier sud-africain Eric Oppenheimer et deux groupes français, la « Société nationale des Pétroles d'Aquitaine » (S.N.P.A.) et l'« Entreprise de Recherches d'Activités pétrolières » (E.R.A.P.-ELF).

La concession accordée initialement pour une période de trois ans sera renouvelable, d'abord pour une période de trois ans, puis pour deux autres périodes de deux ans. Les droits d'exploitation des gisements éventuellement découverts sont valables pour une période de quarante ans (!) et pourront être prolongés quinze ans.

Les trois groupes se sont engagés à effectuer des travaux de recherche se montant à 3,43 millions de francs la première année, 6,86 millions la deuxième année et 13,72 millions la troisième.

En avril 1968, une société allemande, « Gelsenkirchen Berwerks Artengesellschaft », s'est jointe au consortium, l'E.R.A.P. française lui ayant cédé ses parts.

Recherches sur grande échelle

Tous ces groupes opèrent au centre ou au sud du pays, dans des régions non encore touchées par la rébellion nationaliste.

Selon certains milieux financiers de New York, un certain nombre de sociétés sont prêtes à commencer cette année la recherche, sur une grande échelle, du pétrole et du gaz au Mozambique. Elles envisageraient maintenant d'exploiter les régions qui se trouvent au nord du pays, au long du fleuve Rovuma, aux frontières de la Tanzanie.

Or, ces territoires où agissent les maquisards du front de libération du Mozambique (Frelimo) échappent pratiquement au contrôle de l'occupant portugais et les compagnies pétrolières ne pourront pas y opérer sans obtenir, au préalable, la « pacification » du territoire.

Le voyage de M. Charles Moore avait sans doute quelque rapport avec cet inquiétant problème.

▲▲▲